



UNE PAGE D'HISTOIRE DE L'ÉGLISE

LE SAINT-SIÈGE ET LES PRÉTENTIONS DU RÉGIME CHINOIS

Par l'accord qu'il vient de signer avec le gouvernement communiste chinois, le Vatican donne sa bénédiction à l'Eglise "patriotique", et abandonne les authentiques catholiques de l'Eglise clandestine à la mainmise de cette Eglise inféodée au pouvoir.

En Chine, comme dans tous les pays communistes, tous les mouvements, associations et groupements divers, y compris les communautés religieuses, doivent avoir un « noyau dirigeant » émanant du Parti unique tout-puissant. Le Parti tolère les religions dès lors qu'elles sont sous son contrôle et qu'elles soutiennent le régime.

Dans l'Eglise catholique, les évêques ne sont soumis qu'à Rome. Ce qui est insupportable pour le régime chinois qui en 1957 a créé de toutes pièces une « Association patriotique des catholiques chinois » dont les cadres sont des agents communistes et des catholiques naïfs ou apostats, et qui ne reconnaît pas l'autorité de Rome. Par le biais de l'Association patriotique, courroie de transmission du Parti communiste, l'Etat chinois contrôle l'Eglise « offi-

cielle », qui est illégitime et schismatique, et en nomme les évêques.

Pie XII condamna bien évidemment cette Association. Le 29 juin 1958, il publiait une encyclique adressée aux catholiques chinois¹ dans laquelle il dénonçait l'action de cette Association qui, sous le fallacieux prétexte de patriotisme, veut avant tout conduire graduellement les catholiques à « coopérer à la "construction du socialisme" ». Pie XII affirmait que les évêques de l'Eglise patriotique ne peuvent jouir d'aucun pouvoir de magistère ni de juridiction, et que tous

leurs actes du pouvoir d'ordre sont gravement illicites. Lui-même et Jean XXIII parlaient à propos des évêques « patriotiques » de faux évêques, de faux pasteurs et de schismatiques.



(1) *Ad Apostolorum Principis.*

A côté de cette Eglise officielle subsiste la véritable Eglise catholique, la seule reconnue par Rome comme légitime, mais persécutée et forcée de vivre cachée². Cette Eglise clandestine est une moderne Eglise des catacombes, dont le clergé et les fidèles ont farouchement, et au prix de nombreuses et terribles persécutions, maintenu leur Eglise dans la fidélité à Rome, refusant toute mainmise du Parti. Depuis 70 ans que la dictature communiste a pris le pouvoir, des dizaines de milliers de catholiques (évêques, prêtres et laïcs) ont été enfermés dans les camps de travail du *laogai*, torturés ou tués.

Mais depuis le pontificat de Jean-Paul II s'est instauré un « dialogue » entre Rome et Pékin. Dans les années 2000, sous Jean-Paul II et Benoît XVI³, des évêques de l'Eglise patriotique ont été ordonnés par d'autres « patriotes » avec l'aval de Rome ; et le Saint-Siège a poussé les catholiques à collaborer avec l'Eglise patriotique. Et depuis l'élection de François, des délégations de Pékin ont

été régulièrement accueillies à Rome, et des représentants du Vatican se sont rendus en Chine.

Les avertissements du cardinal Zen

Le cardinal Joseph Zen Ze-kium, ancien évêque de Hong Kong, qui a aujourd'hui 86 ans, est une figure de proue de l'Eglise chinoise, et un des meilleurs connaisseurs de la situation du catholicisme en Chine. Maintes fois ce courageux cardinal a dénoncé les ambiguïtés du « dialogue » entre le Vatican et la Chine, qui rappelle l'*Ostpolitik* mise en œuvre par le Saint-Siège sous Paul VI à l'égard des pays communistes d'Europe de l'Est, et il s'est toujours opposé fortement à un possible accord entre le Vatican et la Chine communiste.

Dans un article publié en 2016 sur *AsiaNews*⁴, il explique sa pensée sur un tel accord dont il voyait la menace : « *On sait qu'en Chine le pouvoir athée a toujours voulu contrôler totalement les religions. Jusqu'à maintenant des groupes importants de catholiques restent fidèles à l'Eglise fondée par Jésus-Christ sur Pierre et les apôtres. Mais aujourd'hui, se présente à eux le spectre d'une déclaration provenant des autorités de l'Eglise leur disant de changer de cap. Ce qui était déclaré contraire à la doctrine et à la discipline de l'Eglise va devenir légitime*

(2) Les estimations sont difficiles, mais il y aurait quelque 13 millions de catholiques en Chine : 4 ou 5 millions dans l'Eglise « patriotique » et peut-être 8 millions dans l'Eglise clandestine.

(3) Un article du *Rocher* (n° 42, août-septembre 2006) exposait la situation du catholicisme en Chine à cette époque.

(4) Agence de presse de l'Institut pontifical pour les missions étrangères.



Le cardinal Joseph Zen Ze-Kiun au Vatican, le 6 mars 2013

et normal, tous devront se soumettre au Gouvernement qui gère la Chine, tous devront obéir à des évêques qui jusqu'à maintenant étaient illégitimes et même excommuniés. »

Voici encore des mises en garde du cardinal Zen durant les deux dernières années :

« Les communistes veulent détruire l'Eglise ou, au moins s'ils ne peuvent pas la détruire, ils veulent l'affaiblir. »

« Les évêques officiels sont des marionnettes du gouvernement et pas réellement les pasteurs du troupeau... Ils ne prêchent pas l'Évangile. Ils prêchent l'obéissance aux autorités communistes. »

« Je ne peux vraiment pas croire que le Saint-Siège ne sait pas qu'il n'y a pas de Conférence des évêques ! Ce n'est qu'un nom. Ils n'ont jamais vraiment de discussion, ni de rencontres. Ils se rencontrent lorsqu'ils sont appelés par le gouvernement. Le gouvernement donne ses instructions. Ils obéissent. C'est du faux. »

Les négociations des dernières années

Malgré ces avertissements solennels, le Vatican a poursuivi le « dialogue », dans le but de rétablir des relations avec Pékin. Le père Bernardo Cervellera, directeur de l'agence AsiaNews, estime que François rêve de se rendre en Chine. C'est pourquoi, selon lui, la délégation du Vatican était « prête à accorder n'importe quelle concession pour n'avoir qu'un petit accord, même provisoire, avec le géant chinois ».

De leur côté, si les communistes sont venus négocier, c'est avec un double objectif : obtenir la reconnaissance par Rome de l'Eglise « patriotique », et assujettir l'Eglise clandestine qui avait jusqu'à maintenant résisté à l'absolutisme communiste. Le but de ce gouvernement est d'avoir une Eglise domestiquée et à son service.

L'accord visé concernait en particulier la nomination des évêques, puisque qui tient les chefs d'une société tient dans sa main toute la société. Depuis des années, en faisant passer en force ses hommes dans la hiérarchie ecclésiastique, le gouvernement chinois a fait comprendre au Vatican que s'il voulait aboutir, il devrait passer par ses fourches caudines. De fait le choix des évêques, le principal problème qui bloquait les relations entre le gouvernement chinois

et le Saint-Siège, a été résolu... au profit de l'Eglise « patriotique », pour complaire au régime communiste.

Pour parvenir à cet accord, le Vatican a imposé à deux évêques légitimes de l'Eglise clandestine de démissionner pour laisser leur place à des évêques de l'Eglise officielle.

Une lettre datée du 26 octobre 2017 demandait à Mgr Pierre Zhuang Jianjian, évêque de Shantou, de démissionner pour laisser sa place à un évêque excommunié, à savoir Mgr Joseph Huang Bingzhang. Ordonné sans mandat pontifical, ce dernier est sur le siège épiscopal de Shantou depuis 2011. Il est membre de l'Assemblée nationale populaire, le parlement chinois qui compte quelque 3000 députés, dont plus des deux tiers sont des bureaucrates et des membres du Parti communiste. Mgr Zhuang ayant refusé d'obéir, en décembre 2017 il a été enlevé de son diocèse et forcé de se rendre à Pékin pour rencontrer de hauts représentants du gouvernement central et une délégation du Vatican. Un prélat du Vatican, Mgr Claudio Maria Celli, « son Excellence asiatique » ainsi que l'appelait Jean-Paul II, a renouvelé ses pressions.

Un autre évêque, reconnu par le Vatican mais pas par le gouvernement, Mgr Joseph Guo Xijin, évêque de Mindong, qui est en détention, a été sommé de se retirer pour devenir

auxiliaire d'un évêque illicite, Vincent Zhan Silu.

Sur la demande de Mgr Zhuang, l'évêque légitime de Shantou, le cardinal Zen est allé à Rome pour exposer la situation chinoise au pape François, qui l'a reçu en audience pendant une demi-heure le 12 janvier 2018. Dans une lettre à l'agence *AsiaNews* du 29 janvier, il livre ses réflexions après cette conversation : « *Je reconnais être pessimiste à propos de la situation actuelle de l'Eglise en Chine mais mon pessimisme est basé sur ma longue et directe expérience de l'Eglise en Chine. J'ai fait directement l'expérience de l'esclavage et de l'humiliation à laquelle nos frères évêques [de l'Eglise officielle] sont soumis. (...) L'"unification" proposée forcera tout le monde à entrer dans cette communauté. Le Vatican donnerait donc sa bénédiction à une nouvelle Eglise schismatique encore plus forte, tout en lavant la mauvaise conscience des renégats qui l'avaient volontairement rejointe et de tous ceux qui sont prêts à les suivre. (...) Je pense que le Vatican est en train de vendre l'Eglise catholique en Chine.* »

L'aboutissement des tractations

Mais ces paroles n'ont pas été entendues au Vatican, et l'accord avec la Chine communiste a été bel et bien conclu. Le 22 septembre 2018, à Pékin, Mgr Antoine Camilleri, de la Secrétairerie d'Etat du Saint-Siège

Pour ramener Rome à sa raison, l'ancien évêque de Hongkong emploie tous les moyens. Il écrit d'abord sur son blog tout le mal qu'il pense de ce rapprochement. Puis il parle aux journalistes. Il vient aussi de publier un livre en Italie intitulé Pour l'amour de mon peuple, je ne me tairai pas. «J'espère le publier bientôt en anglais et en chinois, mais la priorité était qu'il soit lu là-bas», confie-t-il pointant le doigt en l'air, désignant sa hiérarchie.

Matthieu Verrier (*Le Figaro* – 03/10/2018)



– qui a en charge les relations avec les Etats –, et Wang Chao, vice-ministre chinois des Affaires étrangères, ont signé un accord provisoire. Les deux parties ont publié le même jour un communiqué officiel : cet accord « prévoit des évaluations périodiques quant à son application ». « Les deux parties, poursuit le communiqué, souhaitent qu'une telle entente favorise un parcours de dialogue institutionnel fécond et clairvoyant et contribue positivement à la vie de l'Eglise catholique en Chine, au bien du peuple chinois et à la paix dans le monde. »

Le Vatican n'a pas publié le texte de l'accord ni donné de précisions sur ses termes qui sont gardés secrets. Le pape serait reconnu en tant que « chef de l'Eglise catholique en Chine », et en échange le Vatican reconnaît sept évêques de l'Eglise officielle qui ont été élus et consacrés sans le consentement du pape, et donc illégitimes et excommuniés. Car depuis 2010 l'Association patriotique a installé sept

évêques non reconnus par le Vatican. L'accord entérine la nomination par Pékin de ces sept évêques et lève leur excommunication, ouvrant la voie à l'attribution officielle de diocèses. Parmi eux certains sont membres du Parti, ou ont concubine et enfants. Par exemple Mgr Joseph Ma Yinglin, évêque « officiel » de Kunming, un des vice-présidents de l'Association patriotique, siège aussi à l'Assemblée nationale populaire et est membre du Parti. Autant dire que c'est un pion des communistes.

Du côté du Vatican, on met en avant que par cet accord, Pékin reconnaît le pape à la tête de l'Eglise catholique en Chine. Cet accord est le moyen de « résoudre le schisme qui s'est installé » et de « rétablir l'unité » de l'Eglise en Chine. Greg Burke, directeur de la Salle de presse du Saint-Siège, relève que « l'accord va permettre aux fidèles d'avoir des évêques en communion avec Rome et en même temps reconnus par les autorités

chinoises ». Le Vatican espère en retirer une plus grande liberté et davantage de sécurité pour les catholiques de Chine.

Mais que sont les gains réels ?

A l'avenir le pape nommera les évêques, mais parmi une liste de noms choisis par l'Association « patriotique » avec l'accord du gouvernement communiste. Ce seront évidemment tous des prêtres dans la main du gouvernement. Le pape aura un théorique droit de veto, mais il ne pourra pas toujours refuser les noms proposés. On peut donc dire que le Vatican a concédé au gouvernement chinois un pouvoir décisif sur le choix des évêques. « *Comment l'initiative du choix des évêques peut-elle être donnée à un gouvernement athée ?* », s'exclame le cardinal Zen.

Quant à l'Association patriotique, après son accord avec la Rome conciliaire, elle a réaffirmé sa fidélité au Parti communiste. Dans une déclaration publiée après l'accord, elle indique clairement à qui les membres de cette institution sont fidèles : « *L'Église catholique chinoise aime profondément sa mère patrie. Nous adhérons à la belle tradition de patriotisme et d'amour pour la religion, nous adhérons au principe de l'Église indépendante et autonome, nous adhérons à la voie de l'adaptation à la société socialiste sous la direction du Parti communiste de Chine.* »

Un événement récent donne des indications sur le contenu de l'accord et la manière dont il sera appliqué. Deux évêques chinois de l'Église officielle, parmi les principaux membres du Conseil des évêques et connus pour être proches du régime, étaient présents au synode qui s'est tenu à Rome au mois d'octobre. Ces deux évêques étaient « invités », mais de toute évidence leur choix a été lourdement influencé par le régime chinois. L'un des deux, Mgr Joseph Guo Jincai, est un des sept évêques dont l'excommunication a été levée par l'accord du 22 septembre.

« *Dans le répertoire officiel des membres du synode, ce dernier figure comme "évêque de Chengde", ce qui signifie que non seulement son excommunication a été levée mais qu'on lui a également confié le gouvernement d'un diocèse, qu'il dirigeait déjà de façon illégitime et dont les frontières avaient été redessinées par les autorités chinoises sans l'accord du Saint-Siège. Des frontières que François a formellement acceptées en érigeant ce "nouveau" diocèse de Chengde au moment de la signature de l'accord* », écrit le vaticaniste Sandro Magister⁵. Il est donc probable que l'accord contient une clause stipulant la reconnaissance de la nouvelle carte des diocèses en Chine, établie par l'Association patriotique.

(5) Sur son blog *Settimo Cielo* le 22 octobre 2018.

L'ACCORD FRANÇOIS-PÉKIN EN ACTE...

L'évêque de Lanzhou, Mgr Joseph Han Zhihai, a été « élu » président de l'Association patriotique (l'Eglise officielle) locale au cours de la réunion des représentants de l'Association patriotique à Lanzhou les 29 et 30 septembre derniers. Mgr Han était jusqu'ici un évêque clandestin. Mais selon les fidèles qui le connaissent il faisait des pieds et des mains depuis longtemps pour être reconnu par les autorités.

Après son élection, Mgr Han Zhihai a fait un discours, soulignant que l'Eglise de Lanzhou « doit adhérer aux principes d'indépendance et d'autonomie », « aimer la patrie et l'Eglise », « acceptant consciemment comme guide le parti communiste chinois », « exerçant des activités religieuses selon la loi ».

Le 23 septembre, au lendemain de l'annonce de l'accord, l'Association patriotique des catholiques de Chine et le Conseil des évêques de Chine avaient publié un communiqué indiquant : « *L'Eglise catholique chinoise continuera de fonctionner de manière indépendante. Nous aimons le pays et l'Eglise, nous ferons avancer le principe d'indépendance et le concept de sinisation de la religion tout en restant sur la voie qui mène à la société socialiste.* »

Yves Daoudal (yvesdaoudal.hautetfort.com – 18/10/2018)

Que penser de cet accord ?

Alors qu'auparavant l'obstacle entre le Saint-Siège et la Chine était la prétention du régime chinois d'avoir une Eglise entre ses mains, pour la Rome actuelle c'est l'Eglise souterraine d'où sont sortis de nombreux martyrs qui est devenue l'obstacle. L'accord se fait sur le dos de cette Eglise persécutée, qui a été tenue complètement à l'écart des tractations entre Rome et Pékin. Pour une « normalisation » des relations diplomatiques avec le régime, et une hypothétique amélioration du sort du catholicisme chinois, le Vatican sacrifie cette Eglise souterraine et livre les catholiques, clercs et fidèles, qui furent héroïquement fidèles à Rome, à l'Association patriotique totalement asservie au gouvernement communiste. On comprend l'immense désarroi des catholiques chinois toujours fidèles à Rome. Dire qu'ils sont inquiets n'est qu'un euphémisme. Après avoir souffert pour l'Eglise, ils vont maintenant souffrir par l'Eglise.

Un autre grave problème s'y ajoute, pas même évoqué par la Rome actuelle : « *Non seulement il y a le problème du schisme des "patriotiques", mais il y a aussi celui de la validité des consécrations épiscopales. Il semble en effet qu'un doute positif existe depuis toujours sur la validité de ces consécrations à l'intérieur de l'Eglise "patriotique". En conséquence,*

les évêques “patriotiques” sont douteux, tout comme les prêtres qu’ils ont ordonnés et la plupart des sacrements qui sont conférés »⁶.

Le père Jean Charbonnier, prêtre des Missions Etrangères de Paris, spécialiste de la Chine et du christianisme chinois, relève que le pape dispose d’un droit de *veto* mais « *cette disposition est démentie dans l’immédiat puisque le Saint-Siège doit reconnaître sept évêques nommés sans son accord et même, pour certains, malgré son refus explicite. Cette contradiction interne en dit long sur la portée réelle de l’accord.* » « *C’est une victoire pour le gouvernement chinois. (...) C’est un affaiblissement de l’autorité romaine pour les catholiques clandestins qui ne comprennent pas ce revirement du Saint-Siège. Du point de vue de la psychologie chinoise, c’est une perte de la face intolérable et la crainte de sanctions accrues* »⁷.

L’abbé Jean-Michel Gleize dénonce « *les compromissions honteuses de l’actuel successeur de saint Pierre* » : « *Il y a sans aucun doute là une faute gravissime contre la prudence, qui devrait prendre en compte les circonstances dans lesquelles doit se faire l’accord. La situation des catholiques chinois eût réclamé de la part du Pape une fermeté dénuée de concessions. (...) Le Pape renonce à tenir tête à la persécution communiste,*

(6) *Le Rocher*, août-septembre 2006.

(7) *Eglises d’Asie*, le 27 septembre 2018.

en recherchant des accommodements trop faciles »⁸.

Le cardinal Zen s’est également exprimé⁹ : « *Ils jettent le troupeau dans la gueule des loups. C’est une trahison incroyable.* » Concernant le principal artisan de cet accord, le cardinal Parolin, secrétaire d’Etat et donc le plus haut diplomate du Vatican, Mgr Zen n’a pas mâché ses mots : « *Je ne pense pas qu’il ait la foi. C’est juste un bon diplomate dans un sens très laïque et mondain.* » « *Il devrait démissionner.* » « *C’est un abandon total... Je n’ai pas d’autres mots.* »

Et dans une tribune publiée par le *New York Times*¹⁰ : « *En réalité, cet accord constitue une étape majeure dans l’anéantissement de la véritable Eglise en Chine.* » Il invite les évêques et catholiques fidèles à “retourner aux catacombes” pour sauver leur foi : « *Ne lancez pas de révolution, s’il vous plaît. Ils enlèvent vos églises ? Vous ne pouvez plus officier ? Rentrez chez vous et priez avec votre famille. Labourez la terre. Attendez des temps meilleurs. Retournez aux catacombes. Le communisme n’est pas éternel.* »

Pour le cardinal Zen, l’accord signifie que tous les évêques en Chine devront rejoindre « la soi-disant Conférence épiscopale » liée à l’Asso-

(8) *Courrier de Rome*, septembre 2018.

(9) A l’agence *Reuters*, le 20 septembre 2018.

(10) Le 24 octobre dernier.

ciation patriotique (de fait, le Conseil des évêques est un simulacre de conférence épiscopale sous la coupe du régime). Les évêques « officiels » étant actuellement environ 70 et les clandestins une trentaine, ces derniers seront donc en minorité, et la conférence épiscopale sera donc pour eux une « cage ».

Si les évêques clandestins sont maintenant si peu nombreux, c'est que depuis des années ceux qui demandent à Rome de leur donner un successeur ne reçoivent pas de réponse. Rome comme Pékin attendent la mort des derniers évêques « souterrains »... et ainsi il n'y aura plus de division.

Une persécution accrue

Cet accord intervient alors que le président chinois Xi Jinping s'attaque impitoyablement à la liberté de religion pour les religions non chinoises, dont l'Eglise catholique. La campagne de « sinisation » des religions relancée en 2016 a entraîné un redoublement de persécutions contre les chrétiens : lieux de culte détruits ou fermés, croix abattues, destruction de milliers de bibles... Le gouvernement a promulgué le 1^{er} février 2018 de nouveaux règlements qui interdisent aux mineurs de moins de 18 ans de pénétrer dans les églises, exigent que tous les sites religieux soient enregistrés et interdisent les activités religieuses non autorisées,

notamment les cours de catéchisme et d'école du dimanche. Même les réunions de prière dans des domiciles privés sont considérées comme des « rassemblements religieux illégaux », avec le risque d'être arrêtés, obligés de payer une amende ou de voir le bâtiment saisi. Dans la province du Henan, plus aucune activité de formation pour les mineurs jusqu'à 18 ans ne doit être organisée par l'Eglise. Ces directives sont relayées par les autorités catholiques « patriotiques » dans une circulaire d'avril dernier.

Nous citerons pour terminer un article de Steven Mosher¹¹, un catholique américain qui connaît bien la Chine :

« Je crois que "l'accord provisoire" est une trahison de l'Eglise catholique en Chine. En fait, je le vois comme une trahison à plusieurs niveaux. Il trahit l'autorité de la papauté en donnant au Parti communiste chinois le droit de nommer des évêques. Il trahit l'Eglise clandestine en Chine, une Eglise qui non seulement a survécu à des décennies de persécution aux mains des autorités, mais qui est à nouveau assiégée. Et, parce que c'est un accord secret, il trahit la vérité en permettant aux deux parties de la présenter sous un faux jour.

A quelles fins signe-t-on un accord secret ? L'Ecriture nous dit que "les ténèbres détestent toujours la lumière".

(11) Publié le 22 septembre sur le site [LifeSiteNews](http://LifeSiteNews.com).

Un accord secret maintient les catholiques en Chine et dans le monde entier dans l'ignorance des compromis que le Vatican a conclus. Pire encore, cela permet également aux autorités communistes de donner une fausse représentation de l'accord aux fidèles chinois de la manière qui leur convient. (...)

Si le Vatican compte sur la confiance des responsables communistes chinois, il sera sûrement déçu. Pékin a signé de nombreux accords au fil des ans – accords dont les termes sont publics – uniquement pour les violer avant que l'encre ne soit sèche sur le papier. »

« L'accord profitera plutôt à l'Etat-Parti chinois, qui l'utilisera pour affirmer son contrôle sur l'Eglise clandestine en Chine. Il dira aux fidèles que le pape lui-même a reconnu l'Association

catholique patriotique chinoise dirigée par les communistes. Il intensifiera ses attaques contre l'Eglise souterraine, en utilisant l'autorité empruntée du Vatican comme arme d'assaut idéologique. (...)

Je n'ai aucune confiance dans un accord négocié par des clercs qui ne comprennent rien à la récente histoire chinoise de suppression brutale de la religion. Parmi eux figurent des clercs comme le déshonoré McCarrick, qui a effectué pas moins de huit voyages en Chine ces dernières années, les derniers à la demande expresse du pape François, à la recherche d'un tel accord.

Nous devons prier pour l'Eglise qui souffre en Chine. »

ABBÉ HERVÉ GRESLAND

DERNIÈRES NOUVELLES DE L'APPLICATION DE L'ACCORD FRANÇOIS-PÉKIN

Quatre prêtres du diocèse de Zhangjiakou (Hebei) – en fait deux prêtres du diocèse catholique de Xiwanzi et deux prêtres du diocèse catholique de Xuanhua, regroupés dans le diocèse officiel de Zhangjiakou – ont été enlevés de leurs églises et consignés dans un hôtel où l'on tente de les convaincre de rejoindre l'Association patriotique.

Depuis l'accord, les autorités ont lancé une campagne soulignant que l'Eglise de Chine est indépendante et que tous les prêtres doivent rejoindre ses institutions.

Le 1^{er} novembre, la croix du clocher de l'église de Shangcai (Henan) a été détruite, et la porte a été scellée.

Asianews, qui rapporte ces faits, et qui est, rappelons-le, l'organe officiel de l'Institut pontifical romain pour les missions étrangères, conclut : « *Beaucoup de catholiques clandestins, constatant le silence des médias sur leurs souffrances, se sentent abandonnés, oubliés, et même trahis.* »

Yves Daoudal (yvesdaoudal.hautetfort.com – 05/11/2018)